

Communiqué de presse de Alliance Sud, Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Terre des Hommes Suisse, Solidar Suisse, Public Eye, KEESA, Solifonds et Multiwatch

Berne, le 4 juin 2020

Les pays pauvres doivent profiter d'une remise de leurs dettes contractées auprès des banques suisses

La crise du coronavirus a plongé de nombreux pays en développement dans des [situations d'urgence](#) exceptionnelles. Les banques suisses doivent assumer leurs responsabilités en tant que créanciers majeurs de ces pays. Plusieurs organisations de développement demandent à la Confédération de convoquer une table ronde pour négocier les modalités d'une annulation de dettes.

Les nombreuses évolutions négatives de l'économie mondiale menacent les pays pauvres de la pire crise de la dette depuis les années 1980. Entamée avant l'apparition du coronavirus déjà, cette crise [s'aggrave](#) encore aujourd'hui. En mars, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a demandé un [train de mesures d'aide internationale à hauteur de 2 500 milliards de dollars pour lutter contre la crise sanitaire, sociale et économique dans les pays en développement](#).

Les ressources financières additionnelles qui ont déjà été allouées par des organisations multilatérales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, mais aussi par certains pays comme la Suisse dans le cadre de l'aide humanitaire et de la coopération au développement, ne sont pas suffisantes pour répondre de manière adéquate à la crise dans les pays en développement.

Les pays créanciers et donateurs doivent donc également agir aux plans financier et fiscal. Ces derniers mois, ils ont établi des dispositifs d'aide uniques dans l'histoire pour sauver leur propre économie. Les pays pauvres n'ont guère pu en bénéficier et ne disposent pas des leviers de politique économique qui leur permettraient de mobiliser eux-mêmes une aide comparable pour lutter contre le coronavirus. Mais remettre les dettes des pays touchés peut rapidement mobiliser des fonds supplémentaires pour faire face à la crise.

La Suisse a depuis longtemps cessé d'accorder des prêts bilatéraux aux créanciers publics et n'a en outre qu'une influence très limitée au sein du FMI et de la Banque mondiale lorsqu'il s'agit de définir leurs régimes de prêt. En revanche, les banques helvétiques jouent un rôle clé en tant que créanciers privés des États : **selon des chiffres non publiés de la Banque nationale suisse (BNS), la dette publique des 86 pays les plus pauvres contractée auprès de quarante banques suisses s'élève actuellement à 5,7 milliards de francs.**

Onze organisations suisses de développement appellent donc le Conseil fédéral à convoquer une table ronde pour négocier les modalités d'une annulation urgente de la dette des pays en développement par les banques suisses. Outre les intérêts de la Confédération, des banques prêteuses et des gouvernements débiteurs, les intérêts de la société civile doivent être représentés à cette table ronde. Il faut que les préoccupations des populations des pays débiteurs les plus touchés par la crise du coronavirus soient entendues directement et de manière substantielle dans les négociations.

Les organisations signataires exigent par ailleurs que les banques concernées assurent la transparence de leurs prêts, de leurs conditions et des modalités de leur remboursement vis-à-vis du public.

Il s'agit de dettes publiques, qui doivent bénéficier de l'adhésion de la collectivité dans les pays concernés ; ces données présentent donc un intérêt public élevé. Dans la logique de la cohérence des politiques pour le développement durable, également inscrite dans l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable, l'opinion publique est également intéressée par ces données puisque, dans certains de ces pays, la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) prennent part à des projets au titre de leur coopération internationale.

Pour de plus amples informations :

Dominik Gross, spécialiste de la politique financière chez Alliance Sud :

tél. 078 838 40 79, e-mail : dominik.gross@alliancesud.ch

alliance*sud*

Communauté de travail
Swissaid · Action de Carême · Pain pour
le prochain · Helvetas · Caritas · Eper

SWISSAID 



FASTENOPFER
ACTION DE CARÊME
SACRIFICIO QUARESIMALE



BROT FÜR ALLE
PAIN POUR LE PROCHAIN
PANE PER TUTTI



HELVETAS



terre des hommes
suisse



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE

Public Eye

 **Déclaration de Berne**

SOLIFONDS



MULTIWATCH



KEESA – Kampagne für
Entschuldung und Entschädigung
im Südlichen Afrika